

PROTECT YOUR PENSION.

You have contributed to your pension with the expectation of financial security at retirement. You deserve to get what you paid for.

- Using the recession as cover, the Progressive Conservative Party of New Brunswick moved from a defined benefit pension plan to a shared risk pension plan.

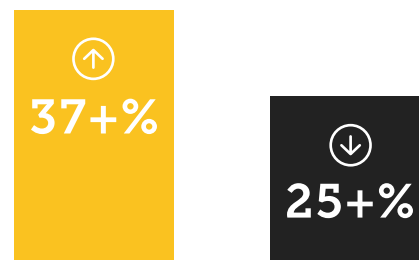
Shared risk pension plans drop with market downturns and they don't guarantee cost of living adjustments.

- Every other province stayed the course and provided relief to support their plans. These plans have recovered and now surpluses are projected.
- New Brunswick public servants are now left with a pension plan that delivers less and costs more.**

BROKEN PROMISES

The Liberal Party of New Brunswick broke their promise to consult with PIPSC to repair the damage done by the PC's to your pension.

Under the Shared Risk pension plan, you work longer, pay more and get less.



37+% increase in contribution
25+% decrease in benefit

Best case scenario for a public servant retiring at 60.

KEEP UP THE FIGHT

PIPSC continues to fight for you in court. Changes in pensions must be negotiated at the bargaining table, not unilaterally decided by the employer.

As of July 2018, the provincial government had spent over \$2M in court fighting to take retirement security from public servants. **This is unacceptable.**

You can take action by demanding your local candidates to commit to reinstating the defined benefits pension plan for all public servants.

PROTÉGEZ VOTRE RÉGIME DE RETRAITE.

Vous cotisez à votre régime de pension en comptant sur la sécurité financière qu'il vous procurera à la retraite. Vous méritez d'en avoir eu pour votre argent!

- La récession a servi de prétexte au Parti progressiste-conservateur du Nouveau-Brunswick pour justifier la conversion d'un régime de pension à prestations déterminées en régime de pension à risque partagé.

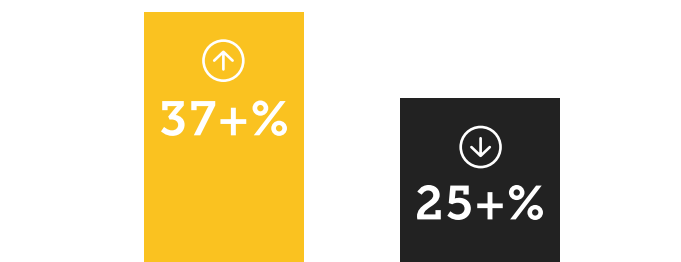
■ Les pensions à risque partagé baissent avec les replis du marché et ne sont pas nécessairement rajustées au coût de la vie.

- Les autres provinces ont toutes maintenu le cap et rétabli la santé financière de leurs régimes, qui devraient bientôt être excédentaires.
- Les fonctionnaires du Nouveau-Brunswick se retrouvent maintenant avec un régime de pension qui offre moins et coûte plus cher.

PROMESSE NON TENUE

Le Parti libéral du Nouveau-Brunswick a trahi sa promesse de consulter l'IPFPC pour réparer les dommages causés par les conservateurs à votre pension.

Avec un régime de pension à risque partagé, on fait plus de travail, on paye plus et on récolte moins.



Hausse de 37 % et plus des cotisations
Baisse de 25 % et plus des prestations

Meilleur scénario pour un fonctionnaire qui prend sa retraite à 60 ans.

NOUS NE LÂCHERONS PAS

On ne vous a pas demandé votre avis. C'est pourquoi l'IPFPC intervient en votre nom devant les tribunaux. Les modifications aux pensions ne doivent pas être décidées unilatéralement par l'employeur.

En juillet 2018, la bataille judiciaire livrée par le gouvernement provincial pour priver ses fonctionnaires de leur sécurité de retraite avait déjà coûté plus de 2 M\$. **C'est inacceptable.**

Vous pouvez passer à l'action et demander à vos candidats locaux de s'engager à rétablir le régime de retraite à prestations déterminées pour tous les fonctionnaires.

